



Pouvoir Adjudicateur :

**Université de Bretagne Occidentale
Présidence - Service de la Commande Publique
3, rue Matthieu Gallou - C.S. 93837
29238 BREST CEDEX 3
Télécopie : 02.98.01.60.01**

Accord-cadre de travaux

ACCORD CADRE N°2025-121 ACM

C.C.A.P.

Travaux de désamiantage et déplombage

SOMMAIRE

Article 1er –Objet du contrat - dispositions générales	1
1-1 – <i>Objet du contrat</i>	1
1-2 – <i>Structure et forme du contrat.....</i>	1
1-3 – <i>Pièces constitutives du contrat.....</i>	1
1-4 – <i>Durée du contrat</i>	1
1- 5 – <i>Intervenants</i>	2
1- 6 – <i>Dispositions relatives aux marchés subséquents.....</i>	2
Article 2 : Modalités de règlement des comptes.....	3
2-1 – <i>Présentation des demandes de décompte.....</i>	3
2-2. <i>Conditions de paiement.....</i>	4
2-3 – <i>Paiement des co-traitants et des sous-traitants acceptés par le Maître d’Ouvrage</i>	4
2-4 : <i>Clauses de financement et de sûreté.....</i>	5
Article 3 : Délai d’exécution	6
3-1 - <i>Délai de préparation :</i>	6
3-2 - <i>Calendrier détaillé d'exécution :</i>	6
Article 4 : Pénalités.....	6
Article 5 : Sécurité et protection de la santé	7
Article 6 : Dispositif de lutte contre le travail dissimulé	8
Article 7 – Réalisation des ouvrages	8
7-1 - <i>Conditions de réalisation des prestations</i>	8
7-2 - <i>Caractéristiques des matériaux et produits</i>	8
Article 8 : Implantation des ouvrages	8
Article 9: Études préparatoires et cellule de synthèse	9
9-1 – <i>Etudes préparatoire.....</i>	9
9-2 – <i>Cellule de synthèse</i>	10
Article 10 : Installation et organisation du chantier	10
10-1 - <i>Installations de chantier.....</i>	10
10-2 - <i>Signalisation des chantiers.....</i>	10
10-3 – <i>Nettoyage de chantier.....</i>	10
Article 11 - Gestion des déchets de chantier	11
11-1 – <i>Généralités</i>	11
11-2 – <i>Textes réglementaires</i>	11
11-3 – <i>Déchets amiantés.....</i>	12
11-4 – <i>Déchets contenant du plomb</i>	12
Article 12 : Dispositions particulières à l’achèvement du chantier	13

12-1 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	13
12-2 - Essais et contrôles des ouvrages.....	13
12-3 - Documents à fournir après exécution	13
12-4 - Travaux non prévus.....	13
Article 13 : Réception des travaux	13
13-1 - Dispositions applicables à la réception	13
13-2 - Réception partielle et prise de possession anticipée.....	14
13-3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	14
13-4 – Levée des réserves.....	14
Article 14 : Garanties et assurances	14
14-1 - Délais de garantie	14
14-2 - Garanties particulières.....	14
14-3 - Assurances	14
Article 15 : Résiliation du contrat	14
Article 16 : Clauses complémentaires	15
16-1 - Correspondance.	15
16-2 - Prolongation des délais, sursis, pénalités.....	15
16-3- Site occupé.....	15
Article 17 : Droit et langue.....	15
Article 18 : Dérogations aux documents généraux.....	15

Article 1er –Objet du contrat - dispositions générales

1-1 – Objet du contrat

La présente consultation concerne les travaux de désamiantage et déplombage sur les campus universitaires de l'Université de Bretagne Occidentale (sites de Brest, Quimper, Morlaix) et des INSPE de Bretagne (Saint Briec, Vannes et Rennes)

1-2 – Structure et forme du contrat

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un accord-cadre multi-attributaire à marchés subséquents

Les prestations sont décomposées comme suit en 2 lots :

Lot 1	Sites Finistériens : sans mini avec maxi de 300 000 € HT Lot 1 : Sites Finistériens, Brest, Plouzané, Quimper et Morlaix
Lot 2	Sites de Saint-Briec, Rennes et Vannes : sans mini avec maxi de 100 000 € HT Lot 2 : Sites de l'INSPE Bretagne hors Finistère : Saint-Briec, Vannes, Rennes

Chaque lot fera l'objet d'un accord cadre attribué à trois opérateurs économiques maximum.

Pour chaque demande de travaux, une mise en concurrence sera réalisée entre les opérateurs économiques du lot concerné, par le biais d'un marché subséquent, selon la procédure suivante :

- Le pouvoir adjudicateur consulte par écrit les titulaires de l'accord-cadre du lot concerné ;
- Le pouvoir adjudicateur fixe un délai suffisant pour la présentation des offres en tenant compte d'éléments tels que la complexité des prestations attendues ou le temps nécessaire à la transmission des offres ;
- Les offres sont proposées conformément aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre et les documents de la consultation propres au marché subséquent. Elles sont établies par écrit et ne sont pas ouvertes avant l'expiration du délai prévu pour le dépôt des offres ;
- Le marché subséquent est attribué au titulaire de l'accord-cadre qui a présenté l'offre la mieux disante, sur la base des critères d'attribution énoncés dans le règlement de consultation de l'accord-cadre.

Après la mise en concurrence, sous la forme d'un marché subséquent, un bon de commande sera émis auprès du titulaire retenu.

Ce bon de commande comportera :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

1-3 - Pièces constitutives du contrat

Les pièces contractuelles du contrat sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes le cas échéant
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les marchés subséquents notifiés pour l'exécution de l'accord-cadre et leur CCTP propre,
- Le mémoire technique du candidat
- Les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution

1-4 – Durée du contrat

Le contrat est conclu pour une durée de 12 Mois à compter de la notification du contrat. Il est reconductible tacitement trois (3) fois par tranche successive de 12 mois et pour une durée totale ne pouvant excéder 48 mois.

1- 5 - Intervenants

La maîtrise d'ouvrage est assurée par Université de Bretagne Occidentale, représentée par le Président de l'Université de Bretagne Occidentale.

Adresse et coordonnées :

Présidence de l'UBO
3, rue Matthieu Gallou
CS93837
29238 Brest Cedex 3
Téléphone : 02 98 01 60 11
Courriel : daj.commandepublique@univ-brest.fr

La maîtrise d'œuvre est assurée par la Direction patrimoine de l'Université, le service technique de l'IUT de BREST, le service technique de l'IUT de QUIMPER, le service technique de l'INSPE de BRETAGNE (lot 2) ou un maître d'œuvre missionné par l'Université de Bretagne Occidentale.

1- 6 – Dispositions relatives aux marchés subséquents

Modalités de mise en concurrence

A la survenance du besoin, le pouvoir adjudicateur consultera les titulaires de l'accord-cadre, afin que ceux-ci présentent leur meilleure offre technique et financière répondant au besoin exprimé.

Les mises en concurrence seront réalisées par la diffusion aux titulaires du lot d'un courriel, avec accusé de réception, qui comportera, notamment :

- un cahier de clauses particulières précisant notamment le contenu des prestations à réaliser, leurs conditions d'exécution et le délai laissé aux titulaires pour remettre leur proposition.

Toute offre arrivée après la date et heure limite fixée sera rejetée et ne sera pas analysée.

Les titulaires de l'accord cadre sont tenus de répondre lors de chaque mise en concurrence.

En cas de non réponse, chaque titulaire doit en justifier le motif par écrit.

Jugement des offres pour l'attribution des marchés subséquents

À l'issue de chaque mise en concurrence, le pouvoir adjudicateur attribue un marché à l'un des titulaires du lot concerné de l'accord-cadre, en fonction des critères suivants :

- prix remis sous forme d'un devis détaillant l'ensemble des prestations, dans le cadre du marché subséquent (45%),
- délais d'exécution des travaux (15%).
- mémoire technique présentant les moyens mis en œuvre sur le chantier, l'organisation du chantier et les installations de chantier prévus (40%).

Chaque candidat non retenu est informé par mail des résultats de la mise en concurrence. Il est observé un délai de 2 jour ouvré avant la notification au candidat retenu.

Documents contractuels régissant les marchés subséquents

Les pièces constitutives de chaque marché subséquent seront les suivantes :

- les documents régissant l'accord-cadre énumérés à l'article 1-3 du présent document ;
- Chaque marché subséquent,
- le cahier des clauses particulières, propre à chaque marché subséquent, qui détaillera notamment les prestations attendues.

Durée des marchés subséquents

La conclusion des marchés subséquents passés sur la base du présent accord-cadre ne pourra se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

La durée d'exécution des marchés conclus sur la base du présent accord-cadre ne pourra se prolonger au-delà de la date limite de validité de cet accord-cadre que dans la limite de 6 mois.

Prix

Les prix de chaque marché subséquent sont fermes et actualisables.

Les marchés conclus sur la base du présent accord-cadre seront traités à prix unitaires appliqués aux prestations réellement exécutées.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix mentionnés dans les marchés subséquents sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris **les frais généraux**, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- du nettoyage de fin de chantier ou en cours de chantier selon les conditions définies au travers du marché
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

- TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Le montant des sommes à régler sera soumis au taux de T.V.A. applicable à la d'exécution des prestations, quelle que soit la date à laquelle intervient le paiement correspondant.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'auto-liquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant qui aura fait l'objet d'une acceptation au préalable par le maître d'ouvrage et d'un agrément de ses conditions de paiement dans le respect de l'article L2193-1 du Code des Marchés Publics adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

- Modalités de variation des prix

Les prix du marché subséquent sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (indices parus au J.O., à la date limite de remise des offres);

Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

Si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date de réception des offres et la date de début d'exécution des prestations (y compris période préparatoire) fixée par l'émission du bon de commande ou de l'ordre de service, une actualisation du prix sera réalisée.

Cette actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à la date du début d'exécution des prestations, antérieure de 3 mois (indices parus au J.O., à M-3, par rapport à la date de début d'exécution des prestations).

Les prix sont révisés par application au prix du marché subséquent, d'un coefficient (C) de révision, donné par la formule :

$$Cn = 0,125 + 0,875 (In/Io)$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision,
- Io : valeur de l'index de référence, paru au Journal Officiel, au mois zéro (M0),
- In : valeur de l'index de référence, paru au Journal Officiel 3 mois avant la date du début d'exécution des prestations

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

L'index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Écologie du Développement durable, des Transports et du Logement, appliqués à la présente consultation est l'indice « **BT01 – travaux tout corps d'état** » selon les index du bâtiment et travaux publics et divers de la construction base 2010.

Article 2 : Modalités de règlement des comptes

2-1 – Présentation des demandes de décompte

Le titulaire adresse son projet de décompte conformément à l'article 12.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Le mode de règlement choisi par l'Université de Bretagne Occidentale est le virement administratif.

Contenu du projet de décompte

Le projet de décompte est daté, il mentionne les références du contrat ainsi que, selon le cas :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;

- Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- Le numéro et la date du contrat ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Les prix du marché subséquent
- Les prix pourront être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de la prestation conformément à la décomposition des prix du contrat ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées ;
- La date de facturation.
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

Le projet de décompte est envoyé au maître d'ouvrage via Chorus Pro, et une copie par mail sera adressée simultanément à l'adresse suivante :

secretariat.patrimoine@univ-brest.fr

Si la commande correspond à un chantier où la maîtrise d'œuvre est confiée par l'Université à un tiers. Le titulaire adresse en complément et de manière simultanée une copie par mail au Maître d'œuvre désigné et ce pour notamment matérialiser les délais de paiement.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des projets de décompte. Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du contrat, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Les intérêts moratoires seront appliqués conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Acceptation du projet de décompte par le pouvoir adjudicateur :

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte.

Par dérogation à l'article 12 du C.C.A.G.-Travaux, il le complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Le Maître d'œuvre arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans le projet de décompte, il le notifie au titulaire.

L'ordonnateur de la dépense est le Président de l'Université de Bretagne Occidentale.

Le comptable assignataire est l'Agent Comptable de l'Université de Bretagne Occidentale.

2-2. Conditions de paiement

- Adresse de remise des demandes de paiement :

Direction des Affaires Financières
Présidence de l'UBO
3, rue Matthieu Gallou - CS93837
29238 Brest cedex 3

Modalités de facturation : via CHORUS PRO

- Comptable assignataire des paiements :

M. l'Agent comptable de l'Université de Bretagne Occidentale
Présidence de l'UBO - Agence comptable
3, rue Matthieu Gallou - CS 93837
29238 Brest cedex 3

2-3 – Paiement des co-traitants et des sous-traitants acceptés par le Maître d'Ouvrage

Modalités de paiement des co-traitants :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.
- Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5.3 du C.C.A.G.- Travaux.

Modalités de paiement des sous-traitants acceptés par le Maitre d'Ouvrage :

La déclaration de sous-traitance (DC4), précise tous les éléments des articles R2193-14 à R2193-21 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

Modalités de paiement des sous-traitants directs :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du contrat, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

2-4 : Clauses de financement et de sûreté

Avance :

Conformément à l'article R2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire retenu pour un marché subséquent si la demande est renseignée dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial d'une commande pour une opération est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du montant de la commande, y compris dans le cas où sa durée est supérieure à 12 mois.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 30%.

Conformément à l'article R2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance commence quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du contrat.

Article 3 : Délai d'exécution

3-1 - Délai de préparation :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, lors de chaque marché subséquent, il n'est pas fixé de période de préparation, sauf pour la réalisation de chantiers dont le maître d'œuvre estime qu'elle est nécessaire pour mener les études et leurs validations ou les approvisionnements.

Dans ce dernier cas, la durée de cette période de préparation sera définie par le Maître d'Ouvrage qui validera sa date de départ et sa durée ; elle ne pourra excéder 2 mois et être inférieure à 15 jours.

La réception du bon de commande vaut ordre de service.

3-2 - Calendrier détaillé d'exécution :

Pour chaque marché subséquent, les candidats devront indiquer dans leur offre, à partir de quelle date, ils pourraient réaliser les travaux après l'émission de leur plan de retrait.

Le « jour J0 » de commencement du calendrier des travaux dépendra de la date de mise à disposition des locaux par l'université, aux entreprises.

Le « jour J0 » sera signalé au titulaire par l'envoi d'un mail avec accusé de réception par l'Université, indiquant la date de commencement du planning prévisionnel.

Le planning prévisionnel d'exécution et la date de commencement de chantier seront validés par le titulaire, pour chaque chantier, par retour de mail dans un délai maximal de 7 jours à réception du mail. L'absence de retour dans le délai requis vaudra par défaut acceptation sans réserve

Le titulaire devra signaler au Maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, les problèmes susceptibles de se poser avant de commencer ses travaux.

Il doit s'assurer de transmettre son plan de retrait concernant les travaux de désamiantage dans les délais réglementaires, avant l'établissement du calendrier des travaux

Aucun retard d'intervention ne pourra être invoqué par la suite, du fait du non-respect du délai d'envoi du plan de de retrait, par rapport au planning des travaux.

Passé le délai de concertation sur la base du planning prévisionnel celui deviendra le planning contractuel pour la réalisation de l'opération.

Il sera communiqué lors de chaque chantier au service de la commande publique pour notamment enregistrer la durée globale.

Article 4 : Pénalités

Sauf spécifications spécifiques décrites ci-après, les pénalités telles que définies par la suite seront appliquées et seront définitives.

Par dérogation au C.C.A.G. Travaux article 19.2.1, même si le montant total des pénalités ne dépasse pas 1 000 € H.T., ces dernières seront dues.

Les pénalités résultant d'une défaillance du sous-traitant seront appliquées au titulaire du marché

Pénalité forfaitaire : Absence à la visite d'inspection commune préalable Suite à convocation du coordonnateur S.P.S.,	
250.00 € HT par absence.	
Pénalité journalière : Retard dans la communication du PPSPS	
250.00 € HT par jour de retard.	
Pénalité journalière : retard sur non-respect des consignes S.P.S., hygiène et sécurité sur le chantier notifiées sur le compte-rendu du coordonnateur S.P.S.,	
250.00 € HT par jour de retard.	

Pénalité journalière : retard sur planning contractuel	
Pour chacun des 15 premiers jours de retard	Pour chaque jour de retard ultérieur
1/500 ^{ème} du prix du bon de commande HT avec un minimum de 300 €	1/200 ^{ème} du prix du bon de commande HT avec un minimum de 1000€.

Toutefois, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité, de résorber/restituer les pénalités de « retard sur planning contractuel » dans les conditions prévues à l'article 19.2.5 du CCAG Travaux.

Par ailleurs, le titulaire du contrat ne pourra pas se voir infliger des pénalités de retard dans le cas où le retard dans l'exécution des travaux fait suite, soit à l'absence de réponse aux déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT) des exploitants de réseaux, soit à l'arrêt des travaux après la constatation d'une différence notable entre l'état du réseau et les plans fournis par les exploitants de réseaux, soit du fait d'une autre entreprise dans le cas d'une opération allotie ou de l'Université.

Pénalité journalière : retard sur les plans de réservation, plans de calepinage, notes de calcul et autres documents nécessaires aux dimensionnements des ouvrages et/ou à leur validation par le maître d'ouvrage/maître d'œuvre	
Pour chacun des 15 premiers jours de retard	Pour chaque jour de retard ultérieur
1/500 ^{ème} du prix du bon de commande HT avec un minimum de 300 €	1/200 ^{ème} du prix du bon de commande HT avec un minimum de 1000€.

Pénalité journalière : retard sur la transmission des documents nécessaires à la tenue des OPR	
Pour chacun des 15 premiers jours de retard	Pour chaque jour de retard ultérieur
1/500 ^{ème} du prix du bon de commande HT avec un minimum de 300 €	1/200 ^{ème} du prix du bon de commande HT avec un minimum de 1000€.

Pénalité journalière : retard sur la transmission des Dossier des Ouvrages Exécutés	
Pour chacun des 15 premiers jours de retard	Pour chaque jour de retard ultérieur
1/500 ^{ème} du prix du bon de commande HT avec un minimum de 300 €	1/200 ^{ème} du prix du bon de commande HT avec un minimum de 1000€

Pénalité forfaitaire : Absence aux réunions de chantier et/ou aux réunions de synthèse
350.00 € HT par absence.

En cas d'impossibilité d'être présent le correspondant désigné au sein de l'entreprise titulaire se fera représenter par une personne de l'entreprise au fait du ou des sujets à traiter en séance.

Pénalité journalière : Défaut de nettoyage quotidien.,
100.00 € HT par jour de retard.
Pénalité journalière : Défaut de nettoyage de fin de chantier.
250.00 € HT par jour de retard.

En cas de carence sur la bonne tenue du chantier (absence du nettoyage du chantier et des zones de travail), la pénalité précédemment définie sera appliquée au titulaire. La date de début du décompte T0 sera déterminée à J+1 de la date de notification par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre. La notification sera faite par courriel adressé au titulaire ou au travers du compte rendu de chantier hebdomadaire

Pénalité forfaitaire : Absence du port de la carte d'identification professionnelle.,
100.00 € HT par constat.

Article 5 : Sécurité et protection de la santé

Pour tous les chantiers de désamiantage ou de déplombage, une coordination SPS sera mise en place, conformément aux articles R-4532 du code du travail.

Dans le cadre de cette coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.), par le titulaire, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité.

Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Les sous-traitants qui auront fait au préalable l'objet d'une acceptation par le Maître d'Ouvrage et d'un agrément de ses conditions de paiement dans le respect de l'article L2193-1 du Code des Marchés Publics seront tenus de réaliser une inspection commune préalable. Cette dernière sera réalisée en présence du titulaire « rattaché » à la sous-traitance.

Dans tous les cas, les plans particuliers devront être remis au Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS), avant le début des travaux. Par ailleurs, ils seront au besoin corrigés par le titulaire sur la base des observations faites par le CSPS dans un délai ne pouvant excéder 5 jours ouvrés à réception de la demande.

Article 6 : Dispositif de lutte contre le travail dissimulé

En application de l'article L. 8222-1 du Code du Travail, le titulaire est tenu de joindre à son dossier de candidature les pièces suivantes :

- les pièces prévues aux articles D. 8222-4 et D. 8222-5 du Code du Travail s'il est établi en France ou celles prévues aux articles D. 8222-6 à D. 8222-8 du même code s'il est établi à l'étranger.
- les pièces prouvant qu'il est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement auprès des organismes de recouvrement que sont les URSAFF, les caisses de mutualité sociale agricole et ce dans les conditions de l'article L. 243-15 du Code de la Sécurité Sociale.

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, le titulaire encourt des pénalités dont le montant sera de 5% du montant du contrat sans que cette pénalité ne puisse excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à L. 8222-6 du Code du Travail, le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit soit d'appliquer les pénalités définies dans le présent CCAP, soit de rompre le contrat, sans indemnités, aux frais et au risque du titulaire.

Conformément à l'article L8291-1 du Code du Travail, la carte d'identification professionnelle sécurisée des salariés du secteur du BTP est obligatoire pour toute personne travaillant sur un chantier. Les intervenants sur chantier de l'entreprise titulaire (inclus les sous-traitants ayant fait l'objet au préalable d'une acceptation par le Maître d'Ouvrage et un agrément de ses modalités de paiement) sont tenus de porter de manière visible cette carte d'identification professionnelle. A défaut ils pourront selon les situations soit interdire l'accès au chantier soit en être immédiatement exclus par le Maître d'Ouvrage ou son représentant

Article 7 – Réalisation des ouvrages

7-1 - Conditions de réalisation des prestations

Autorisations administratives :

Conformément à l'article 31.3 du CCAG Travaux, l'acheteur a la charge de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat.

Installation de chantier :

Conformément à l'article 31.1 du CCAG Travaux, le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier. Il supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

Interruption pour cause d'intempéries :

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés dans les conditions prévues à l'article 18.2.3 du CCAG Travaux

7-2 - Caractéristiques des matériaux et produits

Sans objet

Article 8 : Implantation des ouvrages

Sans objet

Article 9: Études préparatoires et cellule de synthèse

9-1 – Etudes préparatoire

Travaux de désamiantage

Conformément à la législation en vigueur, particulièrement l'article R. 4412-133 du code du travail, le titulaire devra établir un plan de retrait, qui précisera notamment :

- La localisation de la zone à traiter ;
- Les quantités d'amiante manipulées ;
- Le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés ;
- La date de commencement et la durée probable des travaux ;
- Le nombre de travailleurs impliqués ;
- Le descriptif du ou des processus mis en œuvre ;
- Le programme de mesures d'empoussièrement du ou des processus mis en œuvre ;
- Les modalités des contrôles d'empoussièrement définis aux articles R. 4412-126 à R. 4412-128, du code du travail ;
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets ;
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;
- Les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets ;
- Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119 ;
- Les dossiers techniques prévus à l'article R. 4412-97 ;
- Les notices de poste prévues à l'article R. 4412-39 ;
- Un bilan aérodynamique prévisionnel, établi par l'employeur, pour les travaux réalisés sous confinement afin de prévoir et de dimensionner le matériel nécessaire à la maîtrise des flux d'air ;
- La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier. Elle mentionne les dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visites médicales et précise le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, le cas échéant, au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation ;

Ce plan sera transmis à l'Université de Bretagne Occidentale, pour information et approbation.

Après accord de l'Université et au minimum, un mois avant le début des travaux, le titulaire transmettra ce plan de retrait, à l'Inspection du Travail, aux Services de Prévention des Organismes de Sécurité Sociale et à l'Organisme Professionnel de Prévention dans le Bâtiment et les Travaux Publics.

Un exemplaire de ce plan de retrait sera également transmis à la direction patrimoine de l'Université, au coordonnateur SPS et bureau de contrôle désignés pour le chantier.

Le titulaire joindra à l'Université de Bretagne Occidentale, le certificat d'acceptation préalable des déchets contenant de l'amiante, précisant le nom de la société en charge de la réception et du stockage de ces déchets dangereux.

Les BSDA seront réalisés au format électronique et stockés sur l'application « trackdéchets ».

Avant le début des travaux, le titulaire devra, également, transmettre pour approbation de l'Université de Bretagne Occidentale :

- les aménagements et protection de chantier qu'il envisage
- les plans de ces installations de chantier
- Le bilan des puissances électriques dont il aurait besoin, ainsi que ces besoins en fluides (eaux, etc...)
- les études et notes de calcul établies sur la base de la réglementation, des D.T.U, des règles de calcul et des normes applicables.

Travaux de déplombage

Avant le début des travaux, le titulaire devra établir un plan d'organisation du chantier, qui précisera notamment :

- La localisation de la zone à traiter ;
- Le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés ;
- La date de commencement et la durée probable des travaux ;
- Le nombre de travailleurs impliqués ;
- Le descriptif du ou des processus mis en œuvre, suivant la nature des matériaux contenant du plomb et de leur dangerosité ;
- Le programme de mesures de pollution surfacique (avant, pendant et après travaux), du ou des processus de mise en œuvre, selon la norme NF X46-032 ;
- Le programme des contrôles d'exposition atmosphérique

- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets ;
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;
- Les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets ;
- Les notices de poste prévues à l'article R. 4412-39 ;
- Un bilan aéraulique prévisionnel, établi par l'employeur, pour les travaux réalisés sous confinement afin de prévoir et de dimensionner le matériel nécessaire à la maîtrise des flux d'air ;
- La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier. Elle mentionne les dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visites médicales et précise le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, le cas échéant, au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation ;

Ce plan sera transmis à l'Université de Bretagne Occidentale, au coordonnateur sécurité protection de la santé et au bureau de contrôle, pour information et approbation.

Le titulaire joindra à l'Université de Bretagne Occidentale, le certificat d'acceptation préalable des déchets dangereux, précisant le nom de la société en charge de la réception et du stockage de ces déchets dangereux.

Les BSDD seront réalisés au format électronique et stockés sur l'application « trackdéchets ».

Avant le début des travaux, le titulaire devra, également, transmettre pour approbation de l'Université de Bretagne Occidentale :

- les aménagements et protection de chantier qu'il envisage
- les plans de ces installations de chantier
- Le bilan des puissances électriques dont il aurait besoin, ainsi que ces besoins en fluides (eaux, etc...)
- les études et notes de calcul établies sur la base de la réglementation, des D.T.U, des règles de calcul et des normes applicables.

9-2 – Cellule de synthèse

Sans objet

Article 10 : Installation et organisation du chantier

10-1 - Installations de chantier

Conformément à l'article 31.1 C.C.A.G.-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Il est rappelé que le chantier à réaliser est soumis aux contraintes de travaux en site occupé.

Les branchements nécessaires sur le réseau d'électricité et le réseau d'alimentation en eau seront précisés par la Direction Patrimoine, selon les chantiers.

10-2 - Signalisation des chantiers

Se référer au Plan d'Installation de Chantier et au plan de retrait, approuvé par le Maître d'ouvrage et spécifiques à chaque chantier.

10-3 – Nettoyage de chantier

Nettoyage en cours de chantier

Le titulaire devra maintenir quotidiennement pendant la durée de ces travaux, l'ordre du chantier et de ses abords par le rangement de son matériel, l'enlèvement des gravats, déchets et emballages vides, matériels déposés non récupérés, etc...

La poussière devra être aspirée et non balayée.

Le titulaire assurera lui-même l'enlèvement le transport et le tri des déchets, conformément à l'article 11 du présent CCAP.

Les frais de protection et de nettoyage des locaux, seront compris dans l'offre globale de prix.

Dans le cas où le titulaire tenterait de se soustraire à cette obligation, soit en dissimulant ses résidus, soit en ne se conformant pas strictement aux ordres du maître d'œuvre, celui-ci se réservera le droit de faire procéder, par tous les moyens à sa convenance, au nettoyage des lieux aux frais du titulaire.

Nettoyage en vue de la réception

Le titulaire devra réaliser le nettoyage complet des locaux concernés par le chantier avant réception des travaux :

- Nettoyage des salissures qui seront apparues sur les murs ou les menuiseries, à cause du chantier,
- Nettoyage des salissures ou poussières apparues sur les mobiliers, dues au chantier
- Nettoyage à l'aspirateur des revêtements de sol, des caniveaux techniques, des fonds d'armoires ou de tableaux des locaux, etc...où l'entreprise a travaillé,
- Nettoyage humide (serpillière, etc...) des revêtements de sols
- Etc.

Article 11 - Gestion des déchets de chantier

Le candidat indiquera dans son offre le schéma d'organisation et de gestion des déchets, qu'il mettra en place sur les chantiers et au sein de son entreprise dans le respect de la réglementation en vigueur, selon que ce soit un chantier de désamiantage ou de déplombage.

11-1 – Généralités

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du contrat, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Le code de l'environnement précise que tout producteur et détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers

Le titulaire devra s'assurer que son prestataire est bien habilité à prendre en charge ses déchets et que leur gestion et traitement s'effectuent conformément à la réglementation

D'autre part, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les « chutes » résultant de ces interventions.

11-2 – Textes réglementaires

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur, faisant référence à la gestion des déchets, en particulier les textes suivants :

- Loi n°92-646 du 13 juillet 1992 (modifiant la Loi 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux)
- Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, articles 186 à 209, relative aux déchets
- Directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008, relative aux déchets
- Décret n° 2011-828 du 11 juillet 2011 portant diverses dispositions relatives à la prévention et à la gestion des déchets
- Décret n° 2016-288 du 10 mars 2016 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets
- Décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets
- Décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020 portant sur les informations des devis relatives à l'enlèvement et la gestion des déchets générés par des travaux de construction, de rénovation, de démolition de bâtiments et de jardinage et des bordereaux de dépôt de déchets
- Décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments
- Décrets n° 2021-821 et 822 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments
- Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fractions minérales et de plâtres
- Décision n° 2000/532/CE du 03/05/00, relative à la nomenclature des déchets
- Circulaire 2000-92 du 21 décembre 2000, relative au transport des déchets inertes
- Arrêté du 5 décembre 1996 (arrêté ADR) et arrêté du 28 janvier 2008 relatif au transport de marchandises dangereuses par route (dit « arrêté ADR »)
- Article 84 du Règlement sanitaire départemental type et article 7 de la Loi 75-633 du 15 juillet 1975 modifié, relatif au brûlage des déchets sur le chantier ou en dehors
- Article R541-45 du code de l'environnement, relatif au bordereau de traçabilité des déchets
- Articles R543-66 à R543-74 du code de l'environnement, relatifs aux obligations liées aux emballages
- Arrêté du 30 décembre 2002 modifié relatifs aux déchets dangereux
- Arrêté du 16 février 2006 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux

- Arrêté du 18 décembre 1992 relatif au stockage de certains déchets industriels spéciaux ultimes et stabilisés pour les installations nouvelles
- Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante
- Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
- Circulaire n° 2005.18 UHC/QC2 du 22/02/05 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes
- Guide ED 6028, Exposition à l'amiante lors du traitement des déchets — Guide de prévention, INRS

11-3 – Déchets amiantés

Le titulaire devra appliquer les dispositions réglementaires existantes concernant les déchets amiantés qu'il produit ou détient, car il en est responsable.

Il doit impérativement disposer, avant même le démarrage des travaux, d'un **certificat d'acceptation préalable** (CAP) de l'installation de stockage des déchets ou de traitement par vitrification pour chaque catégorie de déchet amianté que son activité va produire, dans le cadre du chantier.

Un bordereau de suivi des déchets contenant de l'amiante (**BSDA**) accompagne chaque lot depuis son lieu de production jusqu'à son élimination finale.

Depuis le 1^{er} juillet 2022, les BSDA sont réalisés sous format électronique et déposés sur l'application « tracksdéchets » (<https://trackdechets.beta.gouv.fr>)

Le titulaire devra assurer le conditionnement et l'évacuation des déchets amiantés au fur et à mesure de leur production.

Les déchets de toute nature susceptible de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n°88-466 du 28 avril 1988 modifié par le décret 94-645 du 28 juillet 1994 relatif aux produits contenant de l'amiante et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières pendant leur manutention, leur transport, leur entreposage et leur stockage.

Le titulaire doit entreposer ces déchets amiantés dans une zone isolée, signalisée, close par la mise en place d'un barriérage adapté.

Cette zone doit être aménagée (sol protégé ou décontaminable) et équipée de matériel adapté (aspirateur THE par exemple) pour être facilement décontaminable en cas d'accident (déchirure d'un sac lors de la manipulation par exemple). Le transfert des déchets est à effectuer dès que possible vers un centre de traitement adapté et autorisé à les recevoir.

Le conditionnement et le transport des déchets d'amiante seront réalisés conformément à la réglementation en vigueur, en particulier aux textes suivants :

- Arrêté du 17 octobre 1977 relatif au transport de l'amiante,
- Décret 88-466 du 28 avril 1988 modifié par décret 94-645 du 26 juillet 1994 relatif aux produits contenant de l'amiante et à l'étiquetage.

Si le transport est confié à un transporteur extérieur, un **protocole de sécurité** doit être établi.

Les déchets d'amiante font l'objet d'une procédure d'acceptation en installation de traitement de déchets et d'une traçabilité spécifique :

Un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA) sera rempli conjointement par le titulaire avec les détenteurs successifs des déchets (transporteurs, installation de collectes, etc...) jusqu'à l'élimination du déchet par voie électronique via son ERP métier interfacé avec l'application « trackdéchets » ou directement depuis le compte « trackdéchets » de chaque intervenant.

Ces bordereaux BSDA seront conservés pendant 5 ans sur le compte « trackdéchets » de l'Université.

11-4 – Déchets contenant du plomb

Le titulaire devra appliquer les dispositions réglementaires existantes concernant les déchets contenant du plomb, qu'il produit ou détient, car il en est responsable.

Il doit impérativement disposer, avant même le démarrage des travaux, d'un **certificat d'acceptation préalable** (CAP) de l'installation d'élimination des déchets contenant du plomb.

Un bordereau de suivi des déchets dangereux (**BSDD**) accompagne chaque lot de déchets contenant du plomb et classé comme dangereux, depuis son lieu de production jusqu'à son élimination finale.

Depuis le 1^{er} juillet 2022, les BSDD sont réalisés sous format électronique et déposés sur l'application « tracksdéchets » (<https://trackdechets.beta.gouv.fr>)

Si les déchets contenant du plomb sont classés comme dangereux, selon les critères du règlement européen n°1357/2014, ils seront conditionnés dans des emballages étanches et fermés, avec apposition de l'étiquetage mentionnant la présence de plomb.

Si le conditionnement n'est pas décontaminable, le déchet devra faire l'objet d'un double conditionnement. Les conditionnements de ces déchets de plomb dangereux devront respecter l'ensemble des prescriptions réglementaires prévus par l'ADR.

Le titulaire devra assurer le conditionnement et l'évacuation des déchets de plomb dangereux au fur et à mesure de leur production.

Le titulaire doit entreposer ces déchets de plomb dangereux dans une zone isolée des autres déchets, signalisée, close par la mise en place d'un barrière adaptée.

Le transfert des déchets est à effectuer dès que possible vers un centre de traitement adapté et autorisé à les recevoir.

Le conditionnement et le transport des déchets de plomb dangereux seront réalisés conformément à la réglementation en vigueur

Les déchets de plomb dangereux font l'objet d'une procédure d'acceptation en installation de traitement de déchets et d'une traçabilité spécifique :

Un bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD) sera rempli conjointement par le titulaire avec les détenteurs successifs des déchets (transporteurs, installation de collectes, etc...) jusqu'à l'élimination du déchet par voie électronique via son ERP métier interfacé avec l'application « trackdéchets » ou directement depuis le compte « trackdéchets » de chaque intervenant.

Ces bordereaux BSDD seront conservés pendant 5 ans sur le compte « trackdéchets » de l'Université.

Article 12 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

12-1 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et déchets devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard le jour défini dans le planning des travaux et à minima un jour avant la réception du chantier

12-2 - Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles réglementaires, spécifiques aux travaux de désamiantage et déplombage, sont décrits dans le CCTP.

12-3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du C.C.A.G. Travaux. Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même article.

Conformément au C.C.T.P. et par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G. Travaux, les Dossiers des Ouvrages Exécutés seront à fournir en 1 exemplaire papier couplé à une version numérique.

Les plans d'exécution seront transmis au format autocad 2010.

Une version numérique du dossier des ouvrages exécutés sera remise au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ultime sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution visés au présent article, une retenue forfaitaire provisoire de 200,00 euros Hors Taxes sera opérée.

12-4 - Travaux non prévus

Si au cours d'un chantier, des prestations supplémentaires non prévues à l'origine du projet sont à réaliser, elles devront faire l'objet d'un accord écrit du Maître d'Ouvrage (C.R. de chantier, etc...) et un bon de commande complémentaire, correspondant à ces prestations devra être émis, par le Maître d'Ouvrage.

Article 13 : Réception des travaux

13-1 - Dispositions applicables à la réception

La réception définitive a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux (tous lots confondus) ; elle prend effet à la date de cet achèvement.

Le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre sont avisés par le(s) titulaire(s) du ou des lots de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux C.C.T.P.

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 15 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

Les garanties constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du contrat, débiteront à la réception de l'ouvrage.

A défaut de la réalisation d'une opération de réception, le mandatement, par l'Université, du solde du bon de commande vaut réception des travaux.

13-2 - Réception partielle et prise de possession anticipée

La réception partielle des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du C.C.A.G.-Travaux.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à autant de réceptions partielles qu'il jugera utile pour maintenir la continuité de fonctionnement du site.

13-3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

La mise à disposition d'ouvrage ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 43 du C.C.A.G.-Travaux.

13-4 – Levée des réserves

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG Travaux, les levées des réserves seront réalisées dans un délai maximal fixé à un mois. Au cas où ces travaux ne seraient pas réalisés dans ce délai, le Maître d'Ouvrage pourra les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Article 14 : Garanties et assurances

14-1 - Délais de garantie

Par dérogation à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux, le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle court jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux qui feront l'objet d'une réception globale définitive. Cette date de réception globale sera la date de référence permettant le calcul des dates de fin de garanties : garantie de parfait achèvement (1ans), garantie biennale (2ans) et garantie décennale (10ans).

Conformément à l'article 44.2 du C.C.A.G. Travaux, les délais pourront être allongés par décision du pouvoir adjudicateur.

14-2 - Garanties particulières

Sans objet.

14-3 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil, et au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

Article 15 : Résiliation du contrat

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du contrat, sont applicables.

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50.3 du C.C.A.G.-Travaux avec la précision que le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique et l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes,

contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le contrat.

En cas de non-respect des dispositifs de lutte contre le travail dissimulé, les conditions de résiliation énoncées au paragraphe 6 du présent C.C.A.P. sont applicables.

Article 16 : Clauses complémentaires

16-1 - Correspondance.

Toute correspondance relative au contrat doit être rédigée en français.

Elle devra être adressée à :

Monsieur le Président de l'Université de Bretagne Occidentale
Service de la commande publique
3 rue Matthieu Gallou - CS 93837
29238 BREST CEDEX 3.

16-2 - Prolongation des délais, sursis, pénalités.

Le Président de l'Université de Bretagne Occidentale signera les décisions relatives aux octrois de prolongation de délais ou de sursis de livraison ainsi que celles concernant les exonérations de pénalités.

16-3- Site occupé

La majorité de ces chantiers, au sein des campus universitaires se dérouleront en site occupé.

Par conséquent, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'interrompre le chantier pour des raisons de contraintes inhérentes à l'activité du site, et notamment des périodes d'examens.

Le nombre de jours d'immobilisation sera ajouté au délai global de réalisation du chantier.

Le titulaire ne pourra pas faire valoir ces arrêts pour justifier une rémunération complémentaire ou bien pour justifier de son propre retard de réalisation.

Article 17 : Droit et langue

En cas de litige relatif à l'exécution du contrat, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents. Dans le cas présent, seul le Tribunal Administratif Rennes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 18 : Dérogations aux documents généraux

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 2.1 déroge à l'article 12 du C.C.A.G. Travaux

L'article 3.1 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux

L'article 4 déroge à l'article 19.2.1 du C.C.A.G.-Travaux

L'article 12.3 déroge à l'article 40 du C.C.A.G. Travaux

L'article 13.4 déroge à l'article 41.5 du C.C.A.G. Travaux

L'article 14.1 déroge à l'article 44.1 du C.C.A.G. Travaux